



## Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Frédéric LAFFORGUE, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

## **Solidarités - Rénovation énergétique des logements du parc privé - Convention de partenariat 2024 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Régionale Énergie Climat (AREC) - Règlement attributif des aides - Modification - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

La massification de la rénovation énergétique des logements constitue un des enjeux majeurs inscrit dans le Plan Climat Air Énergie Territorial Solidaire (PCAETs) adopté le 2 février 2023 par le Conseil de Métropole. Pour faciliter le processus de rénovation énergétique, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place divers dispositifs : opérations programmées d'amélioration de l'habitat, Guichet Unique Rénov'Occitanie, aide plan climat portée à 2 600 €, participation au financement de l'audit énergétique de l'offre Rénov'Occitanie.

Par délibération n°M2021-203 du 7 juin 2021, le Conseil de Métropole avait approuvé le financement du reste à charge de 90 €/logement ou lot d'habitation de l'audit énergétique proposé dans le cadre du dispositif régional de Service Public Rénov'Occitanie. La prise en charge du coût de l'audit énergétique conjointement par la Métropole et la Région Occitanie permettait ainsi d'offrir aux propriétaires de logements individuels (maisons ou appartement en copropriété) ainsi qu'aux copropriétés (projet collectif de copropriété) une prestation d'audit énergétique gratuite. Une convention de partenariat entre l'Agence Régionale Énergie Climat Occitanie (AREC Occitanie), en charge de la mise en œuvre opérationnelle de cette offre et Montpellier Méditerranée Métropole avait alors été signée pour une période de 3 ans. Cette convention arrive à terme au 31 décembre 2023.

La Région Occitanie a décidé de ne plus proposer cette offre d'audit énergétique aux propriétaires de logements individuels (maison ou appartement en copropriété) du fait de la mise en place par l'État d'un nouvel opérateur « *Mon Accompagnateur Rénov' – MAR* » avec lesquels les ménages devront contractualiser pour avoir accès à l'aide de l'État MaPrimeRénov' pour des projets de rénovation globale, correspondant à la cible de la Région Occitanie. En revanche, la Région maintient son offre d'audit énergétique pour les projets collectifs de copropriétés.

Il est proposé que la Métropole maintienne son financement du reste à charge de 90 €/lot d'habitation pour que cet audit puisse rester gratuit pour les projets collectifs de copropriétés. Il convient donc de signer une nouvelle convention avec l'AREC Occitanie définissant les modalités de partenariat sur le financement du reste à charge de 90 €/lot d'habitation. Cette convention ne concernera que les copropriétés et prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour une durée de 1 an, renouvelable deux fois.

Les modalités de prise en charge par la Métropole d'une partie du coût de l'audit énergétique sont précisées dans le règlement d'attribution de ses aides à la rénovation énergétique des logements privés, approuvé par délibération N°M2023-333 du 3 octobre 2023, régissant aussi les conditions d'attribution de l'aide plan climat aux travaux de rénovation énergétique des logements individuels et des copropriétés permettant un gain énergétique d'au moins 40 % (2 600 € par logement ou lot d'habitation). Du fait de l'arrêt de l'offre Rénov'Occitanie d'audit énergétique en direction des propriétaires de logements individuels (maisons et appartements en copropriété), il convient de modifier ce règlement.

Le règlement actuel exigeait que les propriétaires de logements individuels réalisant une rénovation énergétique permettant un gain d'au moins 40 % ne pouvaient avoir accès à l'aide plan climat qu'à condition d'être accompagnés par l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO), opérateur choisi par l'AREC Occitanie dans le cadre de l'offre Rénov'Occitanie ou un opérateur agréé « *Mon accompagnateur Rénov' - MAR* ». Compte tenu de la disparition de l'offre régionale pour les propriétaires de logements individuels et de l'absence à ce jour de modalités précises de mise en œuvre de l'accompagnement des projets par des MAR, il est proposé de ne plus exiger d'accompagnement par un AMO ou un MAR pour les projets de rénovation de logements individuels. Toutefois l'accompagnement par le Guichet Unique Rénov'Occitanie (ALEC Montpellier Métropole), la réalisation d'un audit énergétique ainsi que les autres conditions d'éligibilité restent inchangées.

La convention type d'octroi de la subvention de l'aide plan climat aux copropriétés liée à ce règlement, adoptée par le Conseil le 3 octobre 2023, est modifiée pour clarifier la date de notification de l'aide : la demande de solde devra ainsi intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la signature de la convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la poursuite du financement par la Métropole du reste à charge de 90 €/lot d'habitation de l'audit énergétique pour les projets collectifs des copropriétés dans le cadre de l'offre Rénov'Occitanie (via l'AREC Occitanie) ;
- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'AREC Occitanie pour le financement du reste à charge de l'audit énergétique pour les copropriétés ;
- D'approuver les termes du règlement d'attribution des aides à la rénovation énergétique des logements privés modifié ;
- De dire que l'aide plan climat et le financement du reste à charge de l'audit énergétique sont accordés selon les modalités exposées dans le règlement modifié ;
- D'approuver les termes de la convention type d'octroi de la subvention de l'aide plan climat aux copropriétés ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-253738-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe1\_ConventionAREC\_Audit\_24-26.docx
- Annexe2\_ReglementAttributionAidePlanClimatAudit\_12231.docx
- Annexe3\_Convention-Type-Copro\_AidePlanClimat(1).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.